

Alimentation. En quête du bon prix

Frédérique Le Gall

Après cinq mois de travaux, le Premier ministre Edouard Philippe va conclure demain les États généraux de l'alimentation (EGA). Les agriculteurs bretons attendent des décisions concrètes.



Photo François Destoc

1. Deux gros chantiers. Lancés en juillet, les EGA étaient organisés en deux chantiers. Le premier, consacré à la création et à la répartition de la valeur s'est conclu en octobre par des annonces d'Emmanuel Macron sur les prix. Le deuxième chantier qui vient de s'achever portait sur l'objectif d'une alimentation saine, sûre, durable et accessible. Demain, le Premier ministre, qui sera accompagné du ministre de la Santé, pourrait annoncer de nouveaux objectifs en termes de réduction de pesticides, d'antibiotiques, de carbone.

2. Macron a promis une loi. Parmi les avancées, une seule certitude, pour l'instant, c'est la présentation d'un projet de loi en 2018. Le président de la République propose de fonder les contrats entre les agriculteurs et leurs clients (industriels et distributeurs) sur les coûts de produc-

tion. Pour établir des coûts de production moyens, filière par filière, des indicateurs de marché devront être définis.

Emmanuel Macron s'est dit également favorable au relèvement du seuil de revente à perte par les distributeurs pour les produits alimentaires (il pourrait être relevé de 10 %). De même un encadrement des promotions en volume et en prix pourrait être envisagé. En contrepartie, le président a demandé aux acteurs de conclure des plans de filière avec si possible une montée en gamme des produits.

3. Pendant les EGA, la guerre des prix continue ! Malgré la signature d'une charte de bonne conduite en novembre par tous les distributeurs, les négociations commerciales entre les centrales d'achat et leurs fournisseurs qui se déroulent jusqu'en

février seraient aussi rudes que d'habitude. « Aujourd'hui, deux enseignes nous défient et dans ce bras de fer, elles entraîneront tôt ou tard les autres distributeurs », craint l'éleveur breton Olivier Allain, coordinateur des EGA. « Visiblement, les équipes commerciales des centrales d'achat de la grande distribution ne sont pas au courant des discours de leurs dirigeants au sein des États généraux », ironise l'économiste Olivier Mével, enseignant-chercheur à l'Université de Bretagne occidentale.

4. Vite un rapport de force équilibré ! Tous les syndicats agricoles ont exprimé leurs attentes fortes. À commencer par la Confédération paysanne qui annonce une manifestation à Châteaulin (29) dès ce matin. Ils souhaitent que ces EGA aboutissent par la voie législative à rétablir un rapport de force équilibré avec des

contrats qui respectent la rémunération de tous les maillons de la chaîne. De son côté, la Fédération du commerce et de la distribution (FCD) tire un bilan positif de ces EGA. « Pour la première fois, agriculteurs, industriels et distributeurs ont parlé d'une même voix, ont établi un diagnostic commun et ont fait ensemble des propositions. » La FCD se réjouit également de faire prochainement son entrée dans les interprofessions du lait, des œufs et de la volaille de chair.

Mais pour Olivier Mével, il faudrait avant toute chose s'attaquer à la structuration du marché français marquée par la présence de quatre centrales d'achat qui font la pluie et le beau temps. « La violence des négociations commerciales est proportionnelle à la concentration de la distribution. Ce sujet est le grand absent de ces états généraux », déplore-t-il.